

## Combien de raisins dans votre thé?

Nora Seni

► **To cite this version:**

| Nora Seni. Combien de raisins dans votre thé?. 1992. halshs-00145622

**HAL Id: halshs-00145622**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00145622>**

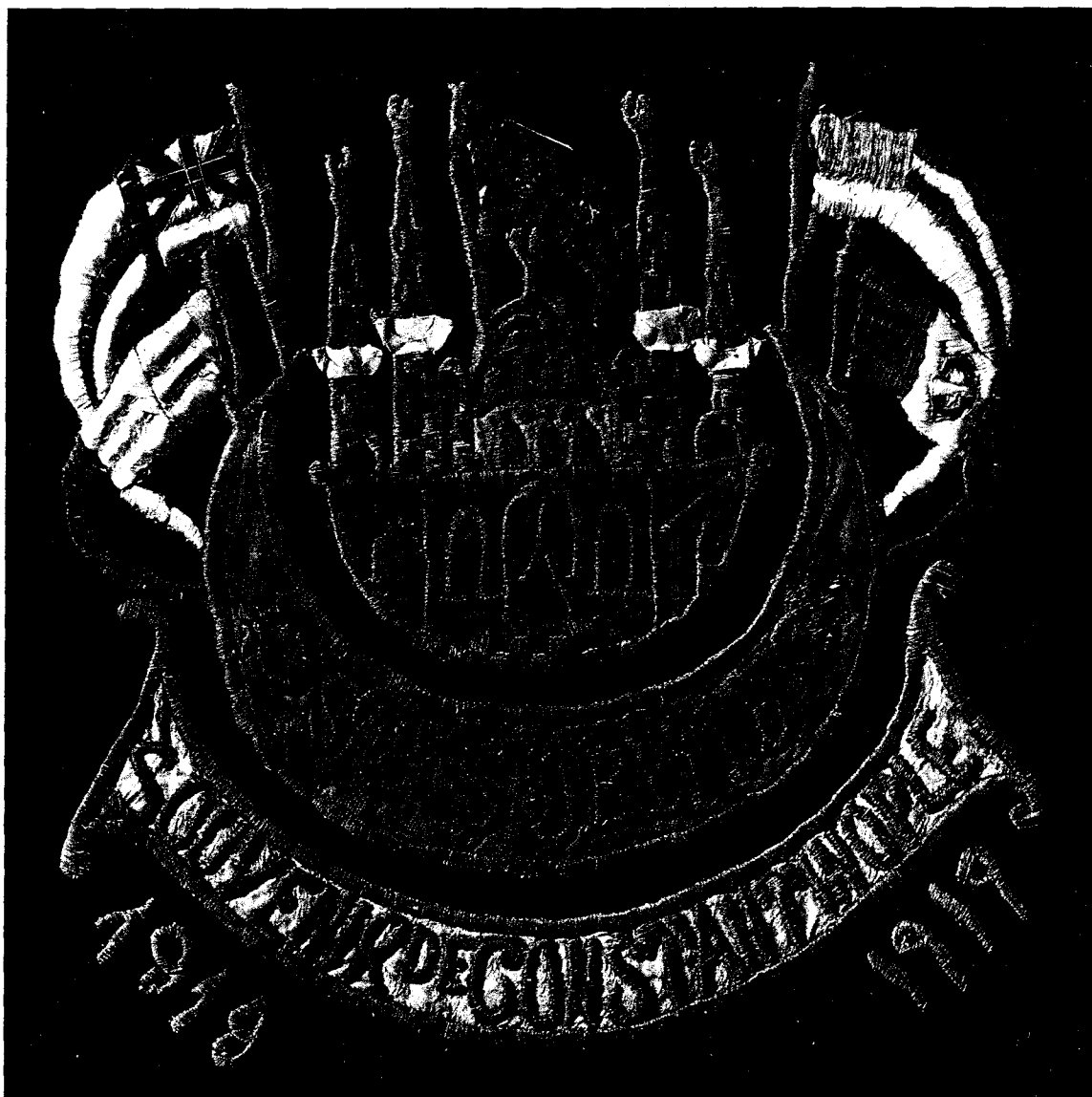
Preprint submitted on 11 May 2007

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Istanbul 1914-1923

Capitale d'un monde illusoire  
ou l'agonie des vieux empires



# Combien de raisins dans votre thé ?

Nora Seni

---

*À travers les rapports de force entre les différentes institutions scolaires, la vie quotidienne de la communauté juive, la seule à ne pas être emportée par le tourbillon du nationalisme et qui se recroqueville en attendant que l'orage passe.*

Une malice de toute petite fille allume ses yeux, des yeux verts délavés dont la vivacité dément les quatre-vingts ans bien sonnés. « J'étais amoureuse de mon maître d'école, un grand bonhomme avec une barbe comme ça... » Le bonhomme en question est le professeur Auerbach qui enseignait à la Hilfsverein<sup>1</sup>, école primaire juive allemande d'Istanbul et grande rivale des écoles françaises de l'Alliance israélite universelle (AIU)<sup>2</sup>. C'est cet Istanbul-là qui renaît des témoignages des juifs aujourd'hui octogénaires et qui se souviennent de la Première Guerre mondiale, des raisins secs qui remplaçaient le sucre dans le thé, du rationnement et des files d'attente pour un pain infect. Dans leur voix réson-

---

1. Fondée en 1901 par des Juifs allemands, la Hilfsverein der Deutschen Juden entreprit, quoiqu'à une plus petite échelle, une œuvre similaire à celle de l'Alliance israélite universelle.

2. Fondée en 1860 par les Juifs français libéraux, l'Alliance israélite universelle avait pour objectif de défendre les droits des juifs partout dans le monde. Cette défense passant par la « régénération » (dans le sens des Lumières) des communautés qui n'avaient pas encore entamé le parcours qui mène à l'émancipation selon le modèle français, l'Alliance développa un programme d'instruction et d'éducation et tissa dans tout le bassin méditerranéen un impressionnant réseau d'écoles. C'est sur le territoire de l'Empire ottoman qu'elle implanta la grande majorité de ses établissements. Sur l'Alliance et les Juifs d'Orient : voir, entre autres, Aron Rodrigue, *De l'instruction à l'émancipation*, Paris, Calman-Lévy, 1989.

nent encore les cris des cours de récréation, les bruissements des cahiers, les chuchotements clandestins des classes. Un paysage archaïque se révèle à la faveur de leur cartographie intime des écoles ; repères définitifs, celles-ci ancrent dans la mémoire le tracé des rues et des quartiers de l'enfance. « Mon grand-père habitait près de l'école Goldschmidt ». « La maison du Dr Marcus<sup>3</sup> s'élevait tout à côté de la Hilsfverein dont il était le directeur. » Une ville de petits écoliers qui s'appliquent au français, à l'allemand ou à l'anglais, parfois à deux sinon à trois langues à la fois. Le relief linguistique se superpose à la cartographie scolaire. D'une rive à l'autre de la Corne d'Or, de Balat à Hasköy, on se donne la réplique en judéo-espagnol tandis qu'on s'interpelle en français sur les pentes mal pavées de Galata.

Les enfants de la communauté fréquentent également des écoles non juives et congrégationnistes. La Scottish Mission recrute ses élèves dans les milieux pauvres, et les deux petites sœurs Dorfmann qui viennent de perdre leur mère oublient le yiddish pour ne plus se parler qu'en anglais. Ceux dont les parents peuvent payer poursuivent, à la fin des classes primaires, leurs cours à la Bürger Schule en allemand, ou à Saint-Joseph en français. Les rivalités qui animent cette distribution s'organisent autour de trois pôles que sous-tendent des inspirations politiques radicalement divergentes : les écoles, nombreuses, de la puissante Alliance israélite universelle enracinant, depuis les deux dernières décennies du siècle précédent, le modèle de l'intégration à la française.

Au bord du Bosphore, sur la Corne d'Or ou dans le périmètre occidental, à Galata, les quartiers juifs possèdent, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une ou plusieurs écoles (filles ou garçons) de l'Alliance. Maître d'œuvre de la « régénération des juifs orientaux », ces écoles façonnèrent l'univers culturel, la sensibilité et l'identité politiques de plusieurs générations, et jouirent d'une influence sans partage jusqu'à la fin de la première décennie de notre siècle. Mais à partir de 1908 s'introduisirent dans l'Empire des « éléments étrangers qui fuyaient les persécutions de leurs pays d'origine et qui importèrent [...] pour les imposer [...] des aspirations et des théories qui cadraient mal avec le loyalisme foncier dont on ne man-

---

3. Le Dr David Marcus était également le rabbin principal de la communauté ashkénaze.

quait jamais ici de donner des preuves multiples autant que sincères »<sup>4</sup>. C'est en ces termes que les juifs alliancistes - et les notables étaient pour leur grande majorité alliancistes - relatent l'enracinement des centres de germanisme et de sionisme dans leur ville. Ainsi s'opposait à un projet territorial en Palestine le loyalisme d'un espoir d'intégration. Si l'école est une des scènes privilégiées où cette lutte a pu se mener, elle n'est pas la seule. Les péripéties que valurent à la communauté l'élection et le maintien de Haim Nahoum au poste de grand rabbin<sup>5</sup>, les soubresauts de la presse juive stanbouliote après le changement de régime en 1908, sont traversés, animés par la confrontation entre ces deux pôles.

La mouvance sioniste, dont les figures de proue sont le Dr Marcus, David Niégo et I. Auerbach, représentant de la Hilfsverein, a une influence limitée jusqu'à la Première Guerre mondiale. L'association sportive pour les jeunes, la Maccabi, rivalise mal avec l'Amicale qui réunit les « anciens » des écoles de l'Alliance. Mais la guerre brouillera toutes les cartes et redistribuera les rapports de force entre les écoles de l'Alliance, celles d'inspiration germaniste/sioniste, et les écoles congrégationnistes. L'influence de la France, alors adversaire de la Turquie, ne sera plus légitime et le cédera à la prédominance du monde germanique dont on escomptait la victoire sur les alliés. Pendant quatre années, on s'évertue à implanter à Constantinople la culture allemande. Les résultats obtenus alors par le Dr Marcus, qui dirigeait à Galata et à Balat les écoles de la Hilfsverein, furent plutôt modestes, sinon décevants. La Maccabi ne pouvait non plus intensifier son action : toute la jeunesse à partir de dix-sept ans ayant été appelée sous les armes et les adolescents que la famine étioilait ne pensaient qu'à se procurer l'horrible pain qu'on distribuait avec parcimonie.

« En 1915, la loge Béné Bérith<sup>6</sup>, que l'on pouvait considérer comme le quartier général de toutes les susdites associations, prit une initiative qui fut un véritable coup de maître. Elle fonda le lycée de la Béné Bérith, l'actuel lycée juif, dont le besoin se faisait sentir principalement parmi la jeunesse qui fréquentait les classes

4. Lettre d'Élie Nathan (Galata) à M. Half (Paris) le 17 novembre 1937, archives de l'AIU, Turquie II C 8.

5. Voir à ce sujet, E. Benbassa, *Un grand rabbin en politique. 1892-1923*, Presses du CNRS, 1990.

6. Transcription locale de B'nai Brith.

secondaires des lycées et collèges français laïques ou congrégationnistes dont l'activité fut suspendue pendant toute la durée des hostilités.<sup>7</sup> »

Salomon Amram fréquenta cette école. Il se souvient de la fermeture en 1915 (ou était-ce en 14 ?) du lycée français Saint-Joseph vingt jours après son ouverture annuelle. Fraîchement débarqué d'Edirne où il est né en 1904 et où il a fait une primaire à l'école de l'Alliance, il compte poursuivre ses études, pensionnaire chez les religieux, sur la côte asiatique d'Istanbul, à Kadiköy. Mais voilà, comme toutes les écoles françaises et anglaises, celle-ci ferme ses portes pour cause de guerre au tout début de l'année scolaire. Le jeune Amram prend alors pension chez son grand-père et s'inscrit au lycée de la Béné Bérith « où la majorité des professeurs sont français comme Monsieur Isoard ou Monsieur Suzel qui enseigne la littérature ou comme Paul Martin qui est professeur de comptabilité ». Outre le français adopté comme langue d'enseignement, ce lycée introduisit également à son programme d'études le turc, l'anglais et l'allemand. Si l'on sait qu'à cette palette il faut encore ajouter l'hébreu, langue de l'enseignement religieux, il n'y aura plus lieu de s'étonner devant le caractère franchement polyglotte des juifs de cette génération<sup>8</sup>. Mais il n'y a pas que le lycée Béné Bérith qui se crée, profitant de l'espace laissé vacant par la fermeture des écoles congrégationnistes. L'association juive allemande Hilfsverein der Deutschen Juden créait un lycée exclusivement réservé aux jeunes filles pauvres qui fréquentaient les écoles des missionnaires. Mais cet établissement n'eut qu'une brève existence, la Hilfsverein s'étant retirée d'Istanbul après l'armistice.

En fait, la fermeture de ces écoles congrégationnistes anglaises ou françaises, troisième pôle du paysage scolaire, a pour effet de calmer les inquiétudes de la communauté juive. Périodiquement, des voix s'élèvent pour s'étonner ou pour s'indigner du nombre d'enfants juifs inscrits dans ces établissements. Ainsi, dans un article du quotidien *Aurore*<sup>9</sup> (du 6 décembre 1911), le Dr Auerbach,

7. E. Benbassa, *ibid.*

8. Sur les langues à Istanbul, voir N. Şeni, « Souvenirs à plusieurs voix » in *ANKA*, n° 7-8, Paris, 1989.

9. Organe des sionistes.

le même Auerbach dont avait été amoureuse la dame aux yeux verts, s'insurge contre la fréquentation des écoles chrétiennes par les enfants juifs. Il y déplore l'incendie qui réduisit en cendres le tiers du faubourg de Balat avec ses deux grandes écoles juives et un Talmud Torah ; il y déplore également le choléra qui sévit dans les ruelles de Hasköy. Il évalue à 900 le nombre d'enfants jetés sur le pavé à cause de ces deux catastrophes.

Ainsi, poursuit-il, « chaque matin, des douzaines d'embarcations, bondées, transportent leur pleine cargaison d'écoliers de Balat vers l'autre rive de la Corne d'Or, et les classes des missionnaires de Hasköy reçoivent leur contingent de ces "nouvelles recrues du salut"<sup>10</sup>. »

Ces tentatives de conversion, quelle a été leur importance, quel en fut le succès ? Il est très difficile de répondre à cette question. Il semble que cette difficulté était déjà celle de la communauté juive d'Istanbul à laquelle la B'nai Brith de Londres adresse une enquête sur ce sujet en 1928<sup>11</sup>. Bien que mentionnant le tort fait au judaïsme par les écoles protestantes et catholiques, les réponses au questionnaire sur les conversions n'apportent pas plus de précision<sup>12</sup>. Et si Salomon Amram prend à son compte ce qui a toujours circulé au sujet du lycée de jeunes filles Notre-Dame-de-Sion, qu'il a été créé par un certain Del Médigo, juif converti lui-même, pour convertir les jeunes filles juives au christianisme, il ajoute, en décrivant la trajectoire scolaire de la jeune fille de bonne famille d'Istanbul, le passage obligé chez les sœurs de Sion. « À dix ans, tous les enfants de famille partaient [d'Édirne] faire des études en Europe, dit-il, et les filles étaient envoyées à Notre-Dame-de-Sion à Istanbul. » Il ne semble donc pas que les juifs dans les milieux aisés aient pris très au sérieux, du moins pour cette école-là, la menace de voir leurs filles quitter le giron de la communauté. Mais il en allait peut-être tout autrement des écoles congrégationnistes gratuites pour enfants démunis.

10. Archives de l'AIU, Turquie II C 8.

11. Voir à ce sujet la lettre envoyée par Victor Algranti le 8 mai 1928 à Jacques Bigart, président de l'AIU à Paris et qui contient une copie du rapport envoyé à la B'nai Brith à Londres, archives de l'AIU, Turquie II C 8.

12. Lettre et rapport de V. Algranti (Istanbul) à J. Bigart (Paris), 8 mai 1928, archives de l'AIU, Turquie II C 8.

### *Difficultés financières*

Démunie était, en effet, une grande partie de la population juive pendant la guerre à Istanbul, ainsi que l'atteste la correspondance officiellement interrompue entre les dirigeants de la communauté et le siège central de l'Alliance à Paris. Le thème majeur est le traitement des professeurs. Les difficultés commencent tout de suite, en 1914, et proviennent de l'impossibilité de « négocier les chèques tirés sur les maisons de banque de Paris et représentant les montants expédiés par le comité central pour le paiement des émoluments de *votre personnel pour le troisième semestre*<sup>13</sup>. » Ainsi s'exprime I. Fernandez, président de la commission régionale de l'AIU à Istanbul, dans une lettre qu'il adresse au président du comité central de l'Alliance à Paris, le 28 septembre 1914. Elle marque le coup d'envoi d'une correspondance fournie sur le thème « des émoluments dont les montants ne peuvent plus arriver », mettant écoles et enseignants dans l'embarras, ou sur celui « des difficultés croissantes des conditions de vie, qui nécessitent avances et salaires supplémentaires ». Dès le 16 février 1914, il plaide la cause de Monsieur Béhar, professeur « indigène » à l'école de l'Alliance de Hasköy. « Père d'une nombreuse famille et considérant la cherté de la vie à Constantinople et la hausse continue des denrées de première nécessité, il me semble difficile pour Monsieur Béhar de parvenir à joindre les deux bouts avec les modiques appointements de 100 francs par mois qui lui sont alloués<sup>14</sup>. » Il s'ensuit une demande d'amélioration de son traitement qu'accompagne une lettre où le professeur Béhar décrit lui-même, et avec moins de réserves, sa situation.

Les enseignants mobilisés font également l'objet de demandes d'avance ou de non-interruption de leur traitement, bien qu'ils ne soient plus en mesure d'exercer leurs fonctions : « Vous savez que le gouvernement ottoman a décidé que les professeurs, les avocats, les ingénieurs et, en général, ceux qui exercent une carrière libérale, seraient incorporés dans l'armée non comme de simples soldats, mais comme sous-officiers de réserve, et qu'ils devaient subir

13. Archives de l'AIU, Turquie XXIX E.

14. Lettre de I. Fernandez (Istanbul) au président de l'AIU à Paris, 16 février 1914, archives de l'AIU, Turquie XXIX E.



une préparation spéciale, durant une année, dans les écoles militaires de la capitale ou de province. Vos professeurs ont heureusement été assimilés à cette dernière catégorie et, de ce fait, six de vos instituteurs, dont cinq venus de la province, se trouvent répartis dans les diverses casernes de la capitale et sont entraînés pour devenir sous-officiers de réserve. Depuis qu'ils sont sous les armes, le comité central leur a supprimé leurs appointements, lorsque d'autres administrations ottomanes ou étrangères continuent à payer à leurs anciens employés en congé forcé au moins la moitié de leurs traitements<sup>15</sup>. »

Les demandes de subsides, de financement ont toujours constitué une bonne part de la correspondance entre l'Alliance à Paris et les comités régionaux. Mais, pendant la guerre, ce qui reste d'une communication fortement entravée par les interdits gouvernementaux ne concerne plus qu'exclusivement les questions d'aide ou d'acheminement de fonds qui se font rares. « M. Mitrani, ce professeur, ancien adjoint à Jannina, est actuellement préparé à devenir officier de réserve, il m'a prié de lui faire parvenir une petite avance de trois livres ; je lui avais déjà consenti une de quatre livres, il y a deux mois. Je n'ai pas cru devoir la lui refuser, étant donné sa situation<sup>16</sup>. » Les enseignants « indigènes » sont encore moins bien lotis que leurs collègues de nationalité étrangère qui, payés en francs, bénéficient d'un taux de change avantageux. Pour eux, I. Fernandez tire la sonnette d'alarme et demande l'octroi d'avances : « Le cas est bien urgent, et vous sauverez bien des familles de la mendicité<sup>17</sup>. »

### *Stratagèmes pour communiquer*

---

Les difficultés ne sont pas seulement d'ordre pécuniaire. L'impossible communication financière se complique d'interdits qui touchent à la correspondance écrite. Le 12 janvier 1914, Fernandez écrit

---

15. Lettre de I. Fernandez (Istanbul) au président de l'AIU à Paris, 25 mars 1915, archives de l'AIU, Turquie XXIX E.

16. Lettre de I. Fernandez et Benveniste (Constantinople) au président de l'AIU à Paris, 10 décembre 1914, archives de l'AIU, Turquie XXIX E.

17. Lettre de I. Fernandez (Lausanne) à Jacques Bigart, président de l'AIU à Paris, 22 septembre 1917, archives de l'AIU, Turquie XXIX E.

à la présidence de l'Alliance à Paris : « Le gouvernement ayant défendu à partir d'aujourd'hui l'expédition et la remise de lettres par voie de transit, je vous prie d'adresser toutes vos communications à M. Mizrahi à Salonique, qui me les fera parvenir sur lettre spéciale<sup>18</sup>. » Ainsi s'organise un réseau parallèle dont les pôles seront la Régie des tabacs pour l'acheminement de fonds, et pour le courrier la ville de Salonique et I. Fernandez lui-même. De nationalité italienne, ce dernier dut quitter Istanbul avec le personnel de l'ambassade lorsqu'en 1915 l'Italie déclara la guerre à la Turquie. Ainsi, de Lausanne, de Rome où il séjournait ou de Fuiggi où il faisait sa cure, il achemina, pendant toute la durée des hostilités, les suppliques, les doléances de Constantinople vers Paris. Quant à M. Weyl, directeur général de la Régie des tabacs, il autorisa l'Alliance à Paris, et dès novembre 1914, à verser des montants à la Banque fédérale à Genève pour le compte de la Régie qui, dûment informée, remettra les sommes au comité régional à Istanbul.

D'autres stratagèmes permettent de contourner les nouvelles réglementations en vigueur. Défendus par le grand rabbin Haim Nahoum comme écoles juives, les établissements de l'Alliance échappent à la fermeture : « Nous traversons donc la période du pansermanisme ; les écoles françaises chrétiennes avaient été fermées, l'enseignement du français supprimé dans les écoles ottomanes, la langue française honnie, dans les bateaux, dans les trams, dans les rues, le chauvinisme était tel qu'on évitait de la parler pour ne pas éveiller des suspicions et s'attirer des histoires. Les enseignes des boutiques écrites jusque-là en français furent remplacées par des enseignes allemandes et turques. Au téléphone, ordre formel de demander le numéro en turc, le français banni en un mot. Jugez de mes appréhensions sur le sort qu'on réservait aux écoles de l'Alliance. Elles furent justifiées. La première qui reçut l'ordre d'évacuer, de fermer, fut celle de Hasköy ; j'eus alors à livrer un combat de lion. Tout se liguaient contre elles : la langue, le programme, le siège central de l'Alliance, tout était en français, tout contribuait à l'expansion de la langue et de l'influence françaises en Orient. Je maintins qu'elles étaient toutes juives et que si on les fermait, je fermerais les synagogues ; c'était la seule manière de

---

18. Archives de l'AAU, Turquie XXIX E.

protester contre le gouvernement. Finalement, j'obtins gain de cause, et une circulaire fut envoyée séance tenante à tous les fonctionnaires de la capitale et des provinces avec ordre de ne pas toucher aux écoles de l'Alliance ni à leur programme<sup>19</sup>. »

Ce ton qui est un peu à la justification, à la valorisation de soi est dû aux circonstances qui motivent la lettre. Après une absence de quatre mois à Constantinople, qu'il avait quittée peu après la signature de l'armistice avec une mission diplomatique confiée par le gouvernement ottoman, le grand rabbin Nahoum, homme de l'Alliance et que soutiennent également les Jeunes-Turcs au pouvoir, revient dans sa ville où l'action des sionistes à son encontre a pu se développer sans obstacles et où son autorité est sérieusement menacée. Dans cette lettre qu'il envoie au président de l'AIU à Paris, il dresse un compte rendu en règle de sa position, de ce qu'il a pu faire pour la communauté juive de Turquie, mais également des rapports de force en présence et des enjeux politiques et institutionnels en œuvre en cette fin de guerre. Et ce qui concerne les rapports de force, ils évoluent si bien en faveur du courant sioniste que Nahoum démissionnera, peu après cette lettre, en mars 1920, de son poste de grand rabbin.

### *Frida*

Frida Gelbourd rechigne à évoquer ses souvenirs de la Première Guerre, ceux de son enfance. Elle n'a pas tort. Ils sont douloureux, marqués par l'acharnement de sa mère, couturière veuve, à subvenir seule aux besoins de sa fille et d'elle-même. Petits services, petits boulots, troc d'aliments, le bestiaire ordinaire du quotidien en temps de guerre. Le ton volontaire, presque autoritaire de Mlle Gelbourd s'adoucit à l'évocation de sa directrice d'école, Mme Sémah. Bonne élève et sans ressources, Frida avait le profil idéal de l'adolescente que l'on envoyait à Paris, à l'École normale israélite orientale (ENIO) pour être formée comme institutrice de l'Alliance. C'est ce que Mme Sémah avait proposé. La vigueur

19. Lettre confidentielle envoyée par le grand rabbin Haim Nahoum au président de l'AIU à Paris, le 27 avril 1919, archives de l'AIU, Turquie XXX E. Citée par E. Benbassa *op. cit.*, p. 231.

intacte qui habite son corps de vieille dame s'affaisse un peu à l'actualisation du regret : sa mère a refusé, elle avait besoin de sa fille pour joindre les deux bouts. Alors, elle s'est enfermée dans sa chambre avec un dictionnaire et s'est débrouillée toute seule et très rapidement pour apprendre l'anglais. Les langues encore et toujours !

Baguette magique de cet univers constantinopolitain, elles permirent à Frida Gelboud de faire une carrière de secrétaire de direction, de beaucoup voyager et de promener ses twin-set en cachemire beige clair dans les meilleurs salons d'Istanbul et de Genève. Mais le twin-set, c'est après la guerre, et c'est une autre histoire.

### *Salomon*

---

Les souvenirs de guerre sont moins tristes chez d'autres. « Nous n'avons pas senti la guerre parce que notre famille n'a pas souffert de la pénurie alimentaire, confie Salomon Amram. Mon père était camarade de classe de Talât pacha<sup>20</sup>. Lorsqu'il fut mobilisé, il tenta de le faire intervenir. Talât pacha lui souffla alors l'existence d'une loi qui exemptait de service militaire les propriétaires de fermes de plus de 100 ares. Sur ce, mon père acheta une ferme à la frontière de la Bulgarie. C'est de là qu'il nous envoyait ce qui nous nourrissait, nous, ma mère, mes trois sœurs et nos deux domestiques Sulttan et Rebecca, mais aussi tout notre entourage. Nous étions très nombreux à vivre de cette ferme. Mon père nous envoyait des *pains* de froment de cinq kilos. » Il semble que ce soit à la magie de cet énorme pain que cette maisonnée doive d'avoir pu tenir à distance les bruits de la guerre. De lointains échos leur parvenaient de la victoire des Dardanelles, mais cela ne signifiait pas grand-chose pour un très jeune garçon qui ne manquait de rien.

Le cheval blanc sur lequel le général Franchet d'Esperey parada, de Galata à Péra, lorsque les alliés rentrèrent dans la ville, cette vision-là éclipse le souvenir des péripéties politiques de l'époque et marque le début d'une ère nouvelle. « On a recommencé à trou-

---

20. Un des trois « hommes forts » du régime après 1908.

ver de tout dans la ville. » L'exclamation sonne comme un aveu : le gigantesque pain n'avait peut-être pas réussi à protéger de toutes les privations. Quant à la fin de la guerre, elle fut moins clémente pour les Amram. Ils furent expropriés de leur ferme, qui se trouvait dorénavant en territoire bulgare. Leur ville d'origine, Edirne, autrefois prospère, dépérissait, privée de ses connections commerciales avec les territoires désormais grecs et bulgares. Les juifs, qui furent nombreux, étaient tous partis. Mais plusieurs avaient quitté Istanbul aussi pour des terres lointaines comme l'Argentine ou Cuba. S. Amram lui-même inaugura sa vie professionnelle en allant s'employer à la Banque ottomane à Samsun, sur les bords de la mer Noire. Ici, la richesse ne venait pas comme à Edirne du commerce de poils de chèvre et de cocons à soie mais de la culture du tabac.

### *Épilogue*

---

« Cette malheureuse guerre, qui vient à peine de prendre fin, a moissonné bien des existences et a laissé sans soutien des centaines d'enfants, garçons et filles<sup>21</sup>. » C'est par ces mots que M. Nahmias, président en 1920 du comité régional de l'AIU pour la Turquie, expose la nécessité de créer un orphelinat. La mise en place de cet orphelinat national israélite aura lieu entre 1919 et 1921. L'établissement sera d'abord domicilié dans le quartier de Sisli, pour s'installer ensuite dans ses murs, à Ortaköy.

Le besoin d'un orphelinat tient-il aux pertes subies sur le champ de bataille ? Toujours est-il que la communauté retira, de sa participation à la guerre dans les rangs de l'armée ottomane, le sentiment d'une mutilation. Ce sentiment qu'accompagnait une ignorance du nombre réel de juifs tombés au combat était déjà présent au lendemain de la guerre balkanique : « Nombreux ont été nos coreligionnaires qui ont combattu dans les rangs de l'armée ottomane ; les moindres petites communautés y ont envoyé leur contingent ; il y a eu un grand nombre de disparus, de morts,

---

21. Lettre de M. Nahmias, président du comité régional pour la Turquie de l'AIU, au président de l'AIU à Paris, 15 août 1920, archives de l'AIU, Turquie XXIX E.

d'invalides<sup>22</sup>. *Mais*, ajoute le grand rabbin Nahoum, car il est l'auteur de ces mots : « [Nous n'avons pas de] données statistiques basées sur des documents officiels établissant la participation numérique des juifs à cette campagne ». Le ton devient beaucoup plus amer, virulent, lorsqu'il évoque, cette fois, les pertes dans les rangs juifs, lors de la Première Guerre mondiale. C'est que le bilan est accablant et qu'il doit se défendre face aux sionistes. Ces derniers prétendent que Nahoum aurait pu empêcher la mobilisation des juifs dans ce conflit, « que s'il avait voulu, un mot de lui au gouvernement, et leurs maris, leurs frères, leurs fils seraient restés dans leur foyers et ne seraient pas morts comme des chiens à la guerre, que c'est pour se rendre populaire aux yeux du gouvernement qu'il a offert ses ouailles en holocauste au pays<sup>23</sup>. »

Là encore, les oppositions disposent les protagonistes de part et d'autre de la même ligne de démarcation : celle qui sépare le sionisme d'un projet d'intégration et du loyalisme qui lui était attaché. Un projet d'intégration s'accommode fort bien de voir ses hommes appelés sous les drapeaux. Ainsi, lorsque les Juifs ottomans furent invités pour la première fois en 1909 à faire leur service militaire, la presse juive d'Istanbul, pas encore submergée par le courant sioniste, salua l'événement. Mais pleurer ses morts, faire acte de deuil dans les termes que rapporte le grand rabbin signifie sans doute que l'on n'est pas convaincu de l'utilité de ces morts, de leur nécessité.

Malgré cela, en cette période qui commence en 1908 pour se clore presque tout de suite après la Première Guerre mondiale, les possibilités (internes et externes à la communauté) d'un dessein d'intégration paraissaient réelles. Si, aujourd'hui, les 20 000 juifs de la Turquie contemporaine travaillent et vivent librement, on ne dénombre néanmoins aucun citoyen juif dans la haute administration, aucun élu dans l'échiquier parlementaire, et la carrière de diplomate est fermée à tout citoyen non musulman. Dessein déçu ? Quelles que soient les réponses à cette question, autorisons les hommes à déplorer leurs morts à la guerre sans juger de leur détermi-

22. Lettre de Haïm Nahoum (Constantinople) au président de l'AIU à Paris, 4 mai 1914, archives de l'AIU, Turquie XXX E. Cité par E. Benbassa, *op. cit.*

23. Lettre de Haïm Nahoum (Constantinople) au président de l'AIU à Paris, 27 avril 1919, *op. cit.*

nation à prendre rang comme citoyens. Car, enfin, le degré d'adhésion au nationalisme doit-il être l'aune à laquelle se mesure le souhait de s'intégrer ?

Ce n'est pas l'avis de la dame aux yeux verts. Elle a horreur de la guerre et d'avoir à remplacer le sucre de son thé par des raisins secs. Moi, je ne pense pas que ça puisse être mauvais, des petites *sultanines*<sup>24</sup> dans le thé. D'ailleurs, j'essaierai un de ces jours. Mais je dis cela... Peut-être parce que, lorsque cette dame me parle, il m'est urgent de moins entendre le désarroi de sa voix. La dame aux yeux verts, c'est ma mère.

---

24. Genre de raisin à petits grains très parfumés.